



Intervention de Victor Fay au 8^e congrès national du P.S.U.

(Toulouse, 9, 10 et 11 décembre 1972)

Dans cette intervention, il s'agit de choses importantes, de la manière dont nous, les uns et les autres, partisans du socialisme autogestionnaire, nous concevons le nouvel état prolétarien.

De quelle manière préserver cette démocratie ouvrière, cette démocratie de conseils, des menaces extérieures et internes qu'elle fait surgir dans la première période de son développement, de ses tâtonnements de ses inquiétudes et de ses doutes. On nous a parlé, à ce propos, du modèle yougoslave. On nous a même collé une charmante étiquette de «yougoslaves», qui ne nous gêne nullement. De là à identifier la position que je représente avec la réalité yougoslave, il y a un lointain parcours et même un grave dérapage.

Le grand thème qui nous préoccupe et qui vient tout droit des suggestions et des analyses de Marx, c'est celui qui considère qu'il y a cassure, une rupture fondamentale entre la démocratie bourgeoise, de caractère et de forme parlementaire, et la démocratie ouvrière, la démocratie directe, la démocratie des conseils. Marx parle non pas de l'autogestion mais de l'autodétermination de la classe ouvrière à propos de la Commune de Paris parce que c'est ici en France que tout a commencé. Il dit que la Commune a été la forme enfin trouvée qui permet l'émancipation économique du travail. En partant de cette filiation, de cette analyse faite à chaud, au moment où mouraient les derniers communards, c'est en partant de cette analyse, de cette définition des contours d'un nouvel état que les bolcheviks ont créé de toute pièce un état qui devait être le plus démocratique du monde et qui, malheureusement, a très mal tourné.

Est-ce que cela veut dire que la démocratie des conseils n'est qu'une vision utopique, n'ayant rien de commun avec les possibilités réelles d'organisation du pouvoir, de l'érection de nouvelles structures étatiques et gouvernementales représentant, défendant, protégeant les intérêts des travailleurs ? Non, Marx a écrit que contrairement à la bourgeoisie dont la révolution se termine par la prise du pouvoir, la révolution socialiste commence avec la conquête du pouvoir par le prolétariat. Cela veut dire que toute la difficulté, que tous les problèmes, que tous les antagonismes et tous les affrontements après la victoire du prolétariat se présenteront devant ce nouvel état, en cette nouvelle structure et qu'il faudra les résoudre un à un, progressivement; que la lutte des classes continuera et avec elle continueront les luttes entre les différentes couches de travailleurs. Vous voyez que l'image n'est pas idyllique, qu'il s'agira d'une longue période de transition où subsisteront les stigmates des anciennes divisions de classe, les décalages culturels, les puissantes influences des anciennes classes



dominantes et que, en lutte contre ces dangers, contre cette menace permanente il faudra entreprendre et poursuivre l'édification du socialisme et le faire dans la liberté.

Si nous avons choisi le socialisme autogestionnaire, c'est parce que nous nous sommes rendus compte que toute structure étatique autoritaire, que toute manière de priver directement ou indirectement les délégués et les représentants de la classe ouvrière de la réalité du pouvoir aboutit à de nouveaux clivages sociaux, à des structures étatiques qui, sous des pseudonymes divers, dessaisissent le prolétariat victorieux de ses conquêtes. Socialisme autogestionnaire, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que, à tous les niveaux, dans tous les domaines, des conseils, surgissant spontanément de la volonté populaire, tisseront sur le pays des liens d'interdépendance entre différents aspects de l'activité sociale. On nous a parlé de conseils d'entreprise, mais c'est une vision étroite, de l'autogestion. En effet, en Yougoslavie, ce qui prédomine, c'est l'autogestion au niveau économique, et au niveau des unités économiques primaires essentiellement, et, à défaut d'une planification, ce sont les banques centrales qui, en ouvrant ou en fermant la pompe à finance, régissent et déterminent le développement économique du pays.

Ce n'est pas ainsi que nous concevons l'autogestion. Notre grande idée, celle de nos grands ancêtres, est de supprimer la division, l'éclatement entre le citoyen et le producteur, le pouvoir exécutif et législatif, le travail manuel et intellectuel. Marx parle « de refaire l'homme complet ». Dans les différents conseils, l'homme apparaîtra à la fois comme producteur et consommateur, comme animateur d'un groupe d'habitants, ou d'usagers de transport, comme organisateur de l'éducation dans le sens le plus large du terme, de transmission de la culture et de création d'une nouvelle culture. C'est toujours le même homme qui, sous des facettes différentes, apparaîtra en se reconstituant dans sa totalité, dans son intégralité dont il a été dépourvu pendant les siècles de l'aliénation capitaliste. Vous voyez que nous visons haut et que ce que nous proposons est difficile à atteindre et implique de la part des travailleurs un effort de longue durée. Non seulement pour réaliser l'autogestion, mais en la réalisant, de se transformer, de devenir une classe dominante, de forger sa propre culture, ses propres institutions, sa propre manière de penser, d'agir et d'être.

Quelle sera la source du pouvoir? Ce seront justement les organismes autogestionnaires. Ce seront ces conseils à tous les niveaux, déléguant, révoquant leurs représentants, veillant à ce qu'il n'y ait pas un lointain député ou élu qui, tous les cinq ans, fera de l'agitation plus ou moins mensongère pour retrouver son mandat. La dépendance permanente d'un délégué d'atelier, de groupe de maisons, d'habitation, permet qu'on juge de son activité, non pas d'après les définitions abstraites, d'après les énonciations programmatiques, mais d'après le travail concret, quotidien et si le travail n'est pas fait comme il faut, n'est pas conforme au mandat, la révocation est de droit. C'est ça la démocratie ouvrière ! La division entre le pouvoir législatif, qui vote les lois et le pouvoir exécutif qui les interprète et les applique, ou ne les applique pas, cette division disparaît puisque le conseil délibère, décide et applique lui-même ses propres décisions.

Voilà la différence fondamentale, la différence de classe entre les deux conceptions de la démocratie. C'est cette conception de la démocratie que nous défendons ici. Nous craignons que toute altération de cette structure et de cette source unique de pouvoir, que toute transformation dans ce domaine ne constitue une atteinte à la souveraineté du peuple, à la puissance de l'Etat ouvrier. A cette délégation successive des mandats, on a voulu opposer, et on a effectivement opposé, l'existence d'un Etat central qui prendrait en



tutelle ce système des conseils et qui n'émanerait pas des conseils mais d'une autre source de pouvoir que serait le suffrage universel direct. Or, le suffrage universel direct, qui ne fait pas appel aux travailleurs sur les lieux de travail, dans leurs fonctions économiques et sociales, qu'on le veuille ou non, qu'on s'en rende compte ou non, crée une dualité de pouvoirs : un pouvoir central, émanant du suffrage universel direct, et le pouvoir régional, local, d'entreprise émanant des conseils. Comme le pouvoir central est en général plus puissant que le pouvoir limité, dispersé et restreint, cette coexistence conflictuelle risque d'entraîner à brève échéance la déconnexion des conseils et leur transformation en de vagues conseils municipaux, conseils d'entreprise, etc.

Je vous citerai, à ce propos, deux exemples contradictoires : En Russie, après la prise du pouvoir par les Soviets, on a élu la constituante en janvier 1918. Cette constituante était en majorité composée des adversaires du pouvoir des Soviets. Aussitôt réunie elle a été dissoute et le pouvoir des Soviets s'est maintenu. La constituante, cette émanation du suffrage universel, cette sacro-sainte constituante a été chassée par un simple marin de Cronstadt. Un seul ! Cela a suffi pour ces héros de la démocratie ! En Allemagne, c'est un processus inverse qui a eu lieu. Les socialistes indépendants se sont prononcés pour la coexistence d'un pouvoir central avec les conseils, en croyant pouvoir combiner ce double pouvoir, l'équilibrer, le neutraliser en partie. La neutralisation a été d'une extrême efficacité, il a suffi de six mois pour que les conseils disparaissent définitivement et là où ils se sont maintenus un peu trop longtemps, c'est dans le sang qu'on les a noyés à Munich.

Car la coexistence des deux pouvoirs n'est pas possible à la longue, toute l'histoire le prouve; elle est possible seulement dans une brève période d'équilibre des forces et il faut inévitablement que quelqu'un l'emporte, parce que l'unicité des sources de pouvoir est non pas seulement le principe mais la réalité qui, comme un fil rouge, parcourt l'histoire de l'humanité. Nous ne pouvons pas accepter que sous prétexte de la lutte justifiée, nécessaire, contre les tendances localistes, quasi inévitables au niveau des entreprises primaires, contre les dangers de bureaucratisation, de l'influence technocratique, et ils sont réels, on crée cette deuxième source de pouvoir, un Etat central émanant du suffrage universel et exerçant le rôle de tuteur, de surveillant et donc de directeur des conseils. Car le pouvoir central risque de réduire rapidement cette démocratie ouvrière à ses aspects formels, et de faire disparaître dans une trappe le pouvoir réel des travailleurs.

On peut croire qu'il s'agit d'un débat futuriste, sur ce que nous ferons dans les brumes de l'avenir quand, devenus puissants, ce qui n'est pas pour demain, maîtres du pouvoir, nous nous poserons un tas de problèmes sur la meilleure manière d'exercer cette démocratie ouvrière. Ce n'est pas aussi simple ! Rocard a déjà amorcé là-dessus la pompe que je veux alimenter davantage. C'est en fonction de nos objectifs, de nos finalités, de notre conception du socialisme, que les choix quotidiens, que les options essentielles, que l'orientation sur les couches déterminées de la population, que la manière d'organiser les combattants du socialisme, seront accomplis. Parce que les moyens sont dans le but comme le but est dans les moyens, parce qu'il existe une interdépendance entre la manière de faire et la manière de parvenir, entre notre façon de concevoir la démocratie ouvrière, et celle de construire ce parti, tout cela contribue à créer, à élaborer, dès maintenant, un modèle théorique, une esquisse de la société de demain.

Il faut une fois pour toutes se dire que c'est un mensonge qu'un parti autoritaire, par je ne sais quelle intervention du Saint-Esprit ou de la Sainte-Trinité, puisse réaliser une fois le pouvoir conquis, une démocratie idéale.



Un parti qui conquiert le pouvoir et qui le garde, projette vers l'extérieur, vers la société qu'il domine et qu'il façonne à son image sa propre conception de la société, sa propre manière d'agir et de vivre.

C'est pourquoi, malgré tout ce qu'on nous reproche, malgré les ricanelements sur nos divisions permanentes, sur nos désaccords inadmissibles, sur notre manière de couper le poil en douze, je crois que nous avons réussi ce tour de force qu'en tâtonnant, en tombant, en faisant énormément de bêtises, et nous en ferons encore plus, nous avons esquissé le modèle d'une organisation socialiste qui serait à la fois révolutionnaire et démocratique, qui serait à la fois disciplinée dans l'action et libre dans l'expression de ses désaccords. C'est un grand mérite, après trente ans de la grande nuit silencieuse, dont nous sommes sortis tous, et surtout des gens comme moi, traumatisés à jamais. Il a fallu toute une longue marche pour que nous puissions recréer cette liberté intellectuelle, reconquérir le droit de critique, le droit à l'erreur. Je n'hésite pas à lâcher toutes ces incongruités parce que je suis un homme libre et parce que je veux réaliser le socialisme dans la liberté et ne pas sacrifier la liberté pour les conquêtes économiques, pour l'émancipation sociale (applaudissements).

Cette démocratie des conseils, cette structure novatrice exprimant les aspirations du prolétariat à créer 'un état à son image, non seulement n'impose pas l'existence d'un parti unique, souverain, dominant la société et dominant l'Etat, mais implique, comme ce fut le cas au début de la révolution d'Octobre, l'existence de partis multiples s'affrontant à l'intérieur des conseils et se transmettant de manière indolore, dit Lénine, le pouvoir des uns aux autres au fur et à mesure que les travailleurs délègueront ou révoqueront leurs prérogatives et pouvoirs. D'autre part, pour permettre aux travailleurs, à la fois de défendre leur état et de se défendre contre les empiètements de cet Etat, les syndicats libres, indépendants de l'Etat, indépendants des partis, doivent exister, être institutionnalisés, jouer le rôle de défense des intérêts immédiats et généraux des travailleurs entrant même, en cas de besoin, en conflit avec leur propre Etat.

On nous a dit que la hiérarchie des conseils est porteuse d'une nouvelle bureaucratie, qu'il faut un pouvoir externe qui la neutralise. Je crois que ce remède est pire que le mal et que le remède doit être cherché dans un réseau serré de conseils multiples, étendu au fur et à mesure de la progression vers le socialisme. Le socialisme autogestionnaire, c'est une série d'équilibres, qui, progressivement, seront rompus, dépassés, restaurés, parce qu'il n'y a pas de cité idéale qui ne progresse et où, comme au ciel, tout est réglé une fois pour toutes dans l'immobilité absolue des réalisations parfaites.

Non, cet Etat que nous voulons construire, cette société à laquelle nous aspirons aura ses antagonismes, ses difficultés, ses luttes, ses affrontements. Ce que nous voulons, c'est offrir aux gens qui vivront dans cette société, vous peut être, probablement pas moi, une structure permettant d'extérioriser, de formuler, de cerner et de résoudre pacifiquement les antagonismes secondaires qui surgissent sur le long et dur chemin du socialisme. Tout en protégeant cette société, en la défendant, au besoin les armes à la main, en établissant, pourquoi reculer devant les mots, la dictature de ces conseils qui constitue la forme supérieure de la démocratie et qui apporte aux travailleurs, sinon la certitude, il y en a si peu dans la vie, au moins la promesse et une large possibilité d'arriver au socialisme (applaudissements).

V. F.